

Syvadec : François Tatti réclame l'expulsion du collectif

Depuis le 7 mars, Pà un Pumonte pulitu, qui souhaite l'abandon du projet de plateforme de compostage sur le pôle environnemental de Vico, occupe les locaux ajacciens du syndicat. Le président a saisi la justice

Acte I, scène... On ne compte plus. Dans le huis clos de cette histoire, l'enfer c'est toujours les autres.

Pour les membres du collectif Pà un Pumonte pulitu qui occupent depuis le 7 mars les locaux ajacciens du Syvadec, le syndicat reste sourd à ses demandes.

Pour le président de ce syndicat de valorisation des déchets en Corse, François Tatti, c'est davantage l'incompréhension.

Avant d'évoquer le fond, dans un communiqué, il a fait savoir qu'il demandait l'application de la décision de justice en date du 10 mars dernier. À savoir, l'expulsion des membres du collectif qui occupent de manière illégale les locaux du Syvadec.

Sur ce point, Pà un Pumonte pulitu n'entend pas plier bagage. "Nous n'avons pas été assignés de manière réglementaire, nous avons fait appel de cette décision et nous n'entendons pas bouger", maintient-on du côté des occupants.

Pour rappel, le point noir de cette histoire se situe encore et toujours à Vico. Sur le pôle environnemental, précisément là où le Syvadec, "avec l'accord de tous les maires de la communauté de communes", en-



Le collectif tient à montrer la face cachée du pôle environnemental de Vico.

/DOCUMENT CORSE-MATIN

tend installer une plateforme de compostage auquel le collectif est fermement opposé. Il juge cette plateforme "surdimensionnée par rapport aux besoins de la région", laissant notamment sous-entendre qu'elle pourrait être le point de chute de tous les biodéchets de la région ajaccienne, et pourquoi pas

d'ailleurs. "Ils ne peuvent plus dire cela, oppose François Tatti. La semaine dernière, nous avons validé le projet sur le site de Viggianello. Et la population semble satisfaite. Idem pour la région ajaccienne. Une plateforme vient d'être attribuée. En tout, il y en a sept prévues dans l'île."

Quoi qu'il en soit, le président entend prendre de la hauteur et se dit ouvert : "Nous sommes prêts à étudier toutes les propositions que les maires ou le collectif pourraient nous faire dans l'espoir de trouver un terrain d'entente sur ce sujet de plateforme de compostage", assure-t-il.

Une douce ouverture qui laisse clairement entendre que d'abandon, il n'y en aura pas.

"Je ne peux pas abandonner ce projet. Il procède d'une décision unanime des maires. Je n'abandonnerai pas sans solution alternative et certainement pas sous la pression...", prévient-il.

Agacé, il lâche à nouveau un mot sur la démarche. "Comment accepter qu'un collectif nous impose des choses contraires à notre politique, aux décisions des élus. Tout le monde a le droit de s'exprimer mais là, c'est un rapport de force, physique. Je ne pense pas que c'est comme ça que la Corse avancera", soutient-il, en essayant de contrer les arguments du collectif.

Au milieu de ce débat d'idées - et d'idéologie - le président rappelle les bienfaits du compostage et soutient ses équipes. "Les agents en souffrent, ils essaient de travailler depuis leur domicile. Mais ce n'est pas facile d'encaisser ces critiques permanentes", regrette-t-il.

En attendant, le collectif occupe toujours le Syvadec, celui-ci n'a encore acté aucune décision, et il n'y a pas eu d'expulsion. La suite au prochain acte.

J.-F. COLONNA